

MAI / 2026



OUVERTURE À LA CONCURRENCE

QUAND NOS ALERTES DEVIENNENT LES CONSTATS DU SÉNAT !

Depuis plusieurs années, l'UNSA-Ferroviaire alerte sur les conséquences potentielles d'une ouverture à la concurrence menée sans vision globale du système ferroviaire.

À chaque étape de la réforme, nos analyses ont mis en évidence les risques de fragmentation du réseau, de multiplication des coûts cachés, d'affaiblissement de la cohérence nationale et de remise en cause des mécanismes de solidarité entre les territoires.

Aujourd'hui, nous constatons avec une certaine amertume que nombre de ces alertes sont reprises dans le rapport présenté par la commission des finances du Sénat.

Ce qui était hier considéré comme une inquiétude syndicale apparaît désormais comme une réalité documentée par les pouvoirs publics eux-mêmes.

UNE RÉFORME MENÉE SANS ÉCOUTER CEUX QUI CONNAISSENT LE TERRAIN

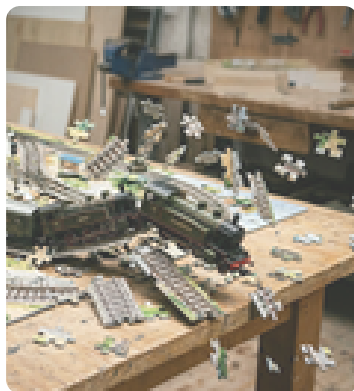
Les cheminots et leurs représentants UNSA-Ferroviaire ont participé à de nombreuses concertations et ont formulé de multiples propositions pour sécuriser l'ouverture à la concurrence.

Force est de constater que trop souvent, l'expertise de terrain a été écartée au profit d'une vision théorique reposant sur les seules vertus supposées de la concurrence. Le rapport du Sénat met aujourd'hui en lumière les conséquences de cette absence d'écoute et de cette confiance excessive dans les mécanismes de marché.

RISQUE DE FRAGMENTATION DU SYSTEME

Lorsque nous alertions sur le risque d'éclatement du système, sur la complexification de la distribution des billets, sur la multiplication des interfaces ou encore sur la perte de cohérence nationale, nos préoccupations étaient souvent minimisées.

Aujourd'hui, le Sénat reconnaît lui-même l'existence de ces risques et souligne l'absence d'un véritable intégrateur du système ferroviaire.



IL EST ENCORE TEMPS D'AGIR

Le rapport du Sénat ne doit pas être considéré comme un simple constat. Il doit constituer un signal d'alarme pour l'ensemble des décideurs publics.

L'UNSA-Ferroviaire regrette qu'il ait fallu attendre 2026 pour que des problématiques identifiées depuis plusieurs années soient enfin reconnues au plus haut niveau de l'État.

Aujourd'hui, les constats sont posés.

Combien d'alertes auront été ignorées ?

Combien de décisions auront été prises sans mesurer pleinement leurs conséquences sur les voyageurs, les territoires et les cheminots ?

PLUS NOUS ATTENDRONS, PLUS LES DÉSORGANISATIONS DEVIENDRONT DIFFICILES À CORRIGER.

L'UNSA-Ferroviaire appelle les pouvoirs publics à tirer toutes les conséquences de ce rapport et à engager sans attendre les mesures nécessaires pour préserver la cohérence du système ferroviaire français.

Il est grand temps que nos responsables politiques prennent pleinement conscience des enjeux et des risques qui pèsent désormais sur l'organisation du système.

Le ferroviaire ne peut pas être piloté

uniquement par des logiques de concurrence.

Sans réaction rapide, certains choix pourraient devenir irréversibles et rendre tout retour en arrière extrêmement difficile.

Les alertes étaient connues. Les constats sont désormais établis.

Il appartient désormais aux décideurs d'agir avec responsabilité et lucidité.

IL EST TEMPS POUR NOS POLITIQUES DE RÉAGIR !